

## ALMAZBEK ATAMBAEV FACE AUX LIGNES DE FRACTURE DE LA KIRGHIZIE

Vainqueur de la dernière élection présidentielle en Kirghizie avec 63,24 % des voix dès le premier tour, l'ancien premier-ministre Almazbek Atambaev a depuis longtemps l'image d'un modéré, habitué à trouver des consensus dans des situations politiques présumées sans issue. Depuis la révolution d'avril 2010 et l'élection législative d'octobre 2010, il a conduit un gouvernement de coalition de plusieurs forces souvent antagonistes.

A ce titre, le nouveau président kirghiz n'ignore pas combien il lui sera compliqué de préserver durant son mandat l'unité et la cohésion nationale dans un pays tiraillé par de nombreuses forces aux intérêts divergents et croisés, entre un sud rebelle et clanique et un nord plus européenisé, entre les héritiers des traditions culturelles et religieuses d'un islam superficiel mâtiné de chamanisme et les nouvelles formes croissantes et très éclectiques de l'islam radical, entre les Kirghiz et les minorités ethniques... le tout dans un fond de disparités socio-économiques importantes et sous l'impact de la crise internationale.

### OPPOSITION DES LOGIQUES POLITIQUES ENTRE LE NORD ET LE SUD DE LA KIRGHIZIE

Premier et principal domaine de frictions entre Kirghiz, l'opposition des logiques politiques entre Bichkek et Och fait craindre le risque d'une partition du pays. La dernière élection présidentielle a encore récemment révélé ce point.

Russifié et ouvert aux influences européennes, le nord de la Kirghizie est aussi davantage urbanisé et industrialisé. La présence d'une forte minorité russe et la tradition de liens anciens avec la Russie a développé le goût du débat et du positionnement politique. L'ancienne tradition de la « démocratie élective directe » des *baï* (chefs de tribu) lors des *kouroultai* (assemblées de chefs de tribu) depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, la place égalitaire rendue aux femmes par l'*adat* (loi coutumière des nomades) en dépit de l'islam et surtout la nécessité de trouver des consensus permanents entre les tribus et les vallées face à des menaces et des ennemis communs, avaient déjà, bien avant la colonisation russe du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, préfiguré cette recherche constante des équilibres politiques et économiques entre les différentes tribus kirghizes. Aujourd'hui, les citoyens du nord de la Kirghizie, kirghizophones ou russophones, sont relativement politisés et savent se positionner en fonction de leur appartenance politique pour tel ou tel parti, en fonction de son programme. Par ailleurs, du fait de cette vision politique forte, les principales forces politiques de Bichkek ont des relais dans l'ensemble du pays (représentants et sièges locaux) et peuvent ainsi compter dans le sud sur le soutien des élites intellectuelles citadines et des minorités nationales, notamment ouzbèke.

Le sud du pays (sud de l'*oblast* de Djalal-Abad, *oblasti* d'Och et de Batken) est en revanche resté plus traditionnel et conservateur. L'islam y est anciennement implanté et le système législatif de la *charia* a régi cette région jusqu'à l'arrivée du pouvoir soviétique. Une forte minorité ouzbèke, majoritaire dans certains villages, a toujours peuplé cette région. Arrivées dès le XVII<sup>e</sup> siècle dans la Vallée du Fergana, les tribus nomades kirghizes ont depuis été peu à peu absorbées par la riche culture écrite véhiculée par les populations sédentaires, tout en maintenant un mode de vie semi-nomade. L'*adat* des Kirghiz est aussi entré très tôt en conflit avec la *charia* et les Khans ouzbeks successifs de Kokand ont toujours eu du mal à pacifier les zones kirghizophones de leur Khanat. Pour autant, les échanges marchands et culturels étaient permanents et rendaient interdépendants, non sans conflits, les nomades kirghiz et les sédentaires ouzbeks ou tadjiks. La forte prégnance de l'islam et

l'accoutumance au pouvoir fort du Khan et à son organisation hiérarchique verticale avaient fini par légitimer le culte de l'autorité et de la verticalité chez les Kirghiz de la région. Aujourd'hui, les dirigeants locaux du sud du pays s'inscrivent dans cette tradition despotique et clanique du Khan. Leur parti politique n'a pas de programme et n'est qu'une force d'appoint pour son chef. Il n'a pas, non plus, de représentants dans les autres régions du pays. Même au sud, un dirigeant politique de Batken sera systématiquement concurrencé par un autre de Djalal-Abad ou d'Och, sans que ni l'un, ni l'autre n'ait des relais suffisants autre part que dans son *oblast* (division administrative régionale) d'origine, même au sud. Les réseaux de clientèles opaques ôtent enfin toute légitimité aux partis politiques locaux. Ces partis trouvent néanmoins un certain écho dans les couches moyennes de la population locale, notamment les petits commerçants ou encore les agriculteurs. Peu de femmes, contrairement au nord du pays, constituent leurs membres du fait de la tradition vivace de reléguer toute femme au second plan de la vie publique locale et ces partis sont aujourd'hui séparés sur des lignes ethniques, Kirghiz et Ouzbeks conservant chacun séparément leurs soutiens respectifs.

Le nouveau président devra donc parvenir, non sans difficultés, à réconcilier les deux parties du pays, de plus en plus centrifuges. Le renforcement d'une éducation nationale de qualité et sans parti pris ethnique et la mise en place de quotas ethniques dans l'armée et l'administration locale pourraient à moyen terme forger au sein des générations naissantes le sentiment d'appartenir à un pays uni et soudé. Le renforcement de l'ancrage des partis politiques démocratiques au sud permettra enfin aux populations locales de disposer de relais politiques efficaces pour faire entendre leurs revendications dans un cadre respectueux de la légalité.

#### **DE L'ISLAMO-TENGRISME AU RADICALISME ISLAMIQUE**

Autre domaine de tensions de plus en plus fortes, surtout depuis l'indépendance, la religion avive les esprits entre d'une part les musulmans et les adeptes d'autres religions et de l'athéisme, puis au sein des musulmans eux-mêmes, entre les tenants de la tradition et ceux de l'orthodoxie religieuse et enfin, dans cette dernière catégorie, les partisans de l'islam officiel encadré par le *moufti* et ceux du radicalisme islamique, lui-même divisé entre plusieurs écoles en concurrence.

Les Kirghiz, et plus particulièrement ceux du centre et du nord du pays, sont traditionnellement peu islamisés et se sont de tous temps montrés hostiles à l'instauration de toute règle religieuse contraignante, ayant depuis toujours préféré l'*adat* à la *charia*. Superficiel, l'islam traditionnel des Kirghiz est aussi marqué par des emprunts aux religions antérieures (bouddhisme, zoroastrisme, nestorianisme...), au culte des forces de la nature (tengrisme) et au chamanisme qui s'y rattache. L'athéisme officiel proclamé de l'époque soviétique n'a pas modifié le rapport des Kirghiz au sacré. En revanche, l'indépendance et l'ouverture de la Kirghizie à l'international ont encouragé l'arrivée de nouveaux missionnaires musulmans et chrétiens en Kirghizie, séduits par le libéralisme politique présent dans cette république et absent des Etats voisins. Sur un terrain de pauvreté dû à l'effondrement du système soviétique et de ses certitudes idéologiques, les nouveaux missionnaires n'ont pas eu d'immenses difficultés à imposer leurs propres acceptations des différentes fois monothéistes à des populations traditionnellement tolérantes. Les conversions (ou reconversions) étaient alors massives, souvent guidées par le désir d'obtenir l'emploi promis et rêvé. Ainsi, aujourd'hui l'islamisme, même marginal au nord, a ses adeptes, principalement dans les banlieues défavorisées de Bichkek, là où les populations déracinées ne se sentent plus assez kirghizes pour conserver les traditions de leurs ancêtres, ni assez russophones pour pouvoir prétendre au monde de

vie occidentale de la capitale. C'est au sein de ces mêmes populations qu'agissent aussi des mouvements protestants divers, comme les Témoins de Jéhovah ou encore l'Eglise mormone. Les sectes protestantes rencontrent une certaine popularité dans le nord du pays, car tout en prêchant la rigueur, elles garantissent encore l'égalité des sexes réfutée par l'islamisme radical et qui permet aux femmes kirghizes de conserver leurs acquis de l'époque soviétique. Ces sectes sont aussi pluriethniques, renforçant ainsi l'harmonie intercommunautaire, notamment parmi les populations russophones. Mais, l'augmentation du poids des sectes protestantes dans les régions septentrionales et centrales de Kirghizie ne va pas sans provoquer certaines tensions avec les religions traditionnelles, que ce soit l'islam ou la religion orthodoxe. Dans les villages kirghiz, les mariages ou les obsèques servent aussi parfois de terrains de confrontation entre les néo convertis et leurs parents restés fidèles à l'islamo-tengrisme de leurs aïeux.

Dans le sud, la question de la religion est encore plus épineuse que dans le nord, puisque l'islam, ici bien ancré, connaît de véritables courants contradictoires qui le traversent sur un fond de pauvreté et de chômage généralisé dans la jeunesse. La pratique d'un islam traditionnel, contrôlé par le *mouftiat*, demeure très populaire chez les anciens, mais s'effrite chez les plus jeunes. Là, l'internationalisation des frontières, la réalisation du *hadj* et la venue constante de pèlerins missionnaires échappant au contrôle des autorités de l'Etat développent l'apparition d'autres formes moins conventionnelles et plus radicales que l'islam officiel. Plus religieuse que la majorité kirghize, la minorité ouzbèke reste particulièrement sensible aux nouvelles formes du radicalisme islamique. Pour autant, ce radicalisme musulman est loin de constituer un tout homogène. Différentes écoles s'y opposent en son sein, entre les Nourjous prédicateurs turcs, le Jamat-i-Tablig arabo-pakistanaï et le Hizb-out-Tahir. Les Nourjous, par un système de prédication rappelant les télévangélistes américains, visent plutôt un public lettré et urbain. Le Jamat-i-Tablig s'adresse au contraire principalement aux couches les plus défavorisées des grandes villes, tandis que le Hizb-out-Tahir a aussi ses fidèles en milieu rural dans la Vallée du Fergana. Enfin, des jeunes désœuvrés et déjà depuis longtemps travaillés par les mouvements fondamentalistes musulmans finissent par rejoindre en Afghanistan les mouvements islamistes radicaux armés et affiliés à Al-Qaeda, comme par exemple le Mouvement Islamiste du Turkestan ou encore l'Union pour le Jihad Islamique, ou à constituer leurs supplétifs sur place lorsque ces derniers lancent régulièrement des offensives armées dans la Vallée du Fergana pour déstabiliser les divers régimes politiques d'Asie centrale.

Par leurs financements extérieurs, les mouvements islamistes ou protestants parviennent à remplacer l'Etat, là où il a partout démissionné : Assistance médicale et sanitaire, ouverture d'écoles et de crèches, transports publics privés, bourses d'études, emplois réservés... L'Etat devra donc, le plus urgemment possible, reprendre pied dans la vie sociale au risque de perdre sinon la partie devant ce cancer insidieux qui grignote peu à peu la société kirghize de l'intérieur. Déjà, les députés du sud, conservateurs et souvent religieux, n'ignorent pas que si la démocratie reste appliquée en Kirghizie, elle favorisera toujours la supériorité numérique du sud et sa représentation politique au Parlement. Le Parlement servira donc de cheval de Troie aux députés sudistes pour imposer à Bichkek toujours plus de règles religieuses à l'ensemble d'un pays qui n'en veut pas toujours : Vellités d'un retour à la polygamie, du voile toléré dans les écoles primaires, de limitations législatives au statut de la femme, de la prière musulmane au Parlement... Le nord, ne se retrouvant pas dans ces valeurs, n'aura alors plus d'autre alternative que de demander la sécession, au nom de la protection des valeurs kirghizes traditionnelles menacées.

Pour A. Atambaev, la question religieuse demeurera donc un point très délicat à régler, tant les passions restent vives et tant les forces religieuses antagonistes en présence augmentent les risques d'une désagrégation de la cohésion territoriale et nationale. L'affirmation sans exception d'un Etat laïc, tolérant et au service de tous et la continuité accordée par les autorités politiques à la primauté des traditions kirghizes (ainsi qu'à la préservation d'un islam modéré parmi les autres minorités musulmanes) sauront vaincre le spectre du fondamentalisme religieux et endiguer la partition religieuse entre le nord et le sud du pays et le développement du terrorisme dans la Vallée du Fergana.

## **KIRGHIZSTANAIS ET KIRGHIZ : LA NON RESOLUTION DE L'ETHNICITE, SOURCE DE TROUBLES RECURRENTS**

Les derniers pogroms interethniques de juin 2010 à Och ont enfin souligné l'ambiguïté du sentiment national en Kirghizie. Depuis l'indépendance, tous les Kirghiz s'accordent à reconnaître qu'il est bien présent dans le pays. Mais, sa définition diffère entre celui des Kirghiz et celui des autres ethnies, puis entre les Kirghiz eux-mêmes.

Issu du nord du pays et formé à Saint-Petersbourg, le premier président kirghiz, Askar Akaev, demeure encore actuellement le seul président d'Asie centrale à avoir pris des mesures de reconnaissance politique et culturelle des minorités ethniques. Alors qu'ailleurs en Asie centrale, les populations allogènes se sentaient écartées de la vie politique, économique et culturelle du pays qui les avaient vu naître, en Kirghizie, elles avaient par tradition toujours été associées depuis l'époque soviétique. Si bien que les acteurs de l'indépendance, comme des révolutions de 2005 et de 2010 provenaient de différentes ethnies confondues et peuplant le nord de la Kirghizie. Le concept de « *nach obchtchii dom* » du premier président kirghiz permettait de rendre à la langue russe son statut de deuxième langue officielle aux côtés du kirghiz et d'adopter le concept de « citoyenneté kirghizstanaise », unifiant sur un socle commun l'ensemble des ethnies du pays. Il permettait également l'instauration de quotas dans l'administration et, au niveau politique, la nomination d'un premier-ministre d'origine russe. Marié à une russe, son successeur, Kourmanbek Bakiev, a, bon gré mal gré continué cette tradition, notamment au nord du pays. Originaire du sud, il a en revanche joué la carte de l'ethnicité pour mieux asseoir son assise politique et se constituer un fief électoral dans sa région natale de Djalal-Abad. Cet apparatchik de l'époque soviétique n'a pas hésité, reprenant la stratégie nationaliste de Slobodan Milosevic, à attiser les braises des rancœurs interethniques qui, après sa chute en avril 2010, ont abouti à l'embrasement du sud de la république.

L'ancien dictateur, dont de nombreux partisans ont depuis rejoint les deux principaux concurrents d'A. Atambaev, pouvait s'appuyer sur l'ambiguïté des notions de droit du sol et de droit du sang en Kirghizie pour agiter, tel un pompier pyromane, la boîte de l'ethnicité. Il est clair que la notion de « Kirghistanais » repose sur le droit du sol. En revanche, la nature du sentiment kirghiz reste confuse et c'est justement cette confusion qui fut entre autres à l'origine de la lenteur du rétablissement de l'ordre dans le sud à la suite des événements sanglants de juin 2010 et de la défiance actuelle persistant entre le sud et le nord de la Kirghizie. Qu'est-ce qu'un Kirghiz ? Un habitant de la Kirghizie (droit du sol) ? Un habitant qui a du sang et un patrimoine génétique, culturel et linguistique commun (droit du sang) ? Les Kirghiz demeurent toujours divisés sur cette question. Qui plus est, l'arrivée des nouvelles formes, globalisées, du radicalisme islamique ajoute la question de l'appartenance religieuse à l'ethnicité. Un Kirghiz doit-il être obligatoirement musulman ? Cette

question ne se posait pas par le passé, étant donné que l'appartenance religieuse des héros épiques kirghiz n'était pas claire. Aujourd'hui, pour un Kirghiz du sud, l'islam doit obligatoirement être rattaché à l'ethnicité, alors que cela n'est pas nécessaire pour son compatriote du nord pour qui, un Kirghiz doit simplement perpétuer les traditions et certains aspects du mode de vie de ses ancêtres. Si tous les Kirghiz partagent l'idée de faire du kirghiz leur première langue officielle, le statut du russe comme deuxième langue officielle fait encore largement débat. Les nationalistes kirghiz, nombreux dans le sud du pays, voudraient purement et simplement supprimer l'usage du russe dans la vie politique et l'administration et ont déjà remporté une manche par l'imposition de l'obligation pour tout candidat à l'élection présidentielle de passer un test linguistique en kirghiz avant de se voir accepter leur candidature par la Commission Centrale Electorale. Les minorités nationales et les Kirghiz russophones, soit entre 30 et 35 % de la population, ne pourront donc jamais prétendre à la fonction suprême. La majorité de la population kirghize et l'ensemble des minorités ethniques militent en revanche pour le maintien du statut officiel aux deux langues. Si elles perçoivent le kirghiz comme un héritage direct de leurs ancêtres qu'il faut à tous prix préserver, elles comprennent pertinemment que le russe demeurera toujours la langue des échanges internationaux, interrégionaux et interethniques. Les intellectuels kirghiz savent aussi très bien que le russe leur permettra de mieux exporter à l'étranger la culture et les traditions kirghizes.

Favorable au maintien de l'égalité de statut des deux langues dans la politique et l'administration, le nouveau président devra cependant mieux prendre compte les revendications politiques, linguistiques et culturelles de la minorité ouzbèke, tout en évitant une sécession du pays. Un grand nombre d'Ouzbeks appellent de leurs vœux à l'officialisation de leur langue dans les *oblasti* du sud et à une meilleure représentation politique dans les régions où ils sont majoritaires et à Bichkek. A ce titre, les tensions sont très vives et peuvent dégénérer à tout instant avec les nationalistes kirghiz. D'autres Ouzbeks, minoritaires, vont encore plus loin en appelant à une sécession des *oblasti* du sud, mais restent divisés sur la nature de leur nouvel Etat potentiel, entre les religieux et conservateurs partisans d'un Etat islamique à Ouzgen et les libéraux demandeurs d'un Etat laïc, alternative selon eux à l'Ouzbékistan voisin répressif, à Djalal-Abad.

La marge de manœuvre d'A. Atambaev dans le sud du pays sera donc étroite pour maintenir la cohésion nationale et un climat de paix. Il pourra cependant compter sur les relais puissants de son parti et convaincre par sa volonté de développement économique d'une région encore largement déshéritée. Par ailleurs, la possibilité d'accorder un certain degré d'autonomie politique et linguistique aux *oblasti* du sud en échange du maintien de l'intégrité territoriale et de l'harmonie interethnique pourrait aussi contribuer à accroître la popularité du nouveau président dans la région.

---

Les chantiers ne manquent donc pas pour A. Atambaev et le Parti Social Démocrate de Kirghizie. Il lui faut globalement reconstruire un pays miné par la pauvreté, la corruption et toutes sortes de divisions aux racines bien profondes et complexes. La réussite de son mandat conditionnera la viabilité de la Kirghizie. La communauté internationale doit donc davantage s'impliquer dans son soutien au nouveau régime parlementaire kirghiz. En effet, de ce cœur de l'Eurasie laboratoire de l'apprentissage de la démocratie qu'est la Kirghizie, tous les devenirs sont désormais possibles. Mais, il est évident que quel que soit la voie choisie par les acteurs nationaux et locaux, elle aura inéluctablement des répercussions directes et importantes sur l'avenir du monde.

David GAÜZERE

Journaliste indépendant  
Expert sur la Kirghizie et le Kazakhstan  
Spécialiste de l'Asie centrale et du Caucase post-soviétique